

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23<sup>ème</sup> année - N° 4289 - Lundi 09 Janvier 2023 - Prix : 200 Fc

SANTÉ PUBLIQUE :

## Le CHN El-Maarouf se dote d'un centre d'imagerie médicale



Inauguration du Centre Imagerie  
du CHN Elmaarouf.

**C**est un ouf de soulagement pour de nombreux comoriens, contraints de se rendre dans le privé ou partir à l'extérieur pour bénéficier de cette expertise médicale approfondie. Le centre hospitalier

national El-Maarouf est désormais équipé d'un centre d'imagerie médicale avec des outils de diagnostic d'une technologie avancée.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

## ENERGIE

## La SONELEC a trouvé des solutions pour les compteurs intelligents

*La société nationale d'électricité des Comores (SONELEC) reconnaît que les nouveaux compteurs intelligents ont des problèmes. Selon le chargé de communication de cette entreprise publique, la cellule d'étude du laboratoire y travaille et beaucoup de solutions ont été retrouvées.*

Depuis l'arrivée des nouveaux compteurs dits « intelligents », les clients de la SONELEC sont confrontés à plusieurs problèmes. Des problèmes de recharge se font ressentir, des coupures en cas de courts-circuits ou bien s'il y a un problème de réseau. Une situation à laquelle les consommateurs n'étaient pas encore préparés. Interrogé sur cette question, la

SONELEC reconnaît des problèmes sur ses nouveaux compteurs, mais rassure qu'elle est en train de trouver des solutions. « Les compteurs intelligents sont nouveaux pour nous mais ce sont les compteurs que le monde utilise aujourd'hui. Sincèrement, on travaille là-dessus et on a pu trouver des solutions », affirme Sagaf Boy Moustoifa, le chargé de communication de la SONELEC.

Aussi appelé « smart meter », un compteur intelligent est un compteur d'électricité dont la technologie permet de mesurer et d'enregistrer en permanence la consommation et/ou la production d'énergie et ils jouent un rôle décisif dans le cadre de la transition énergétique. « Nous avons choisi les compteurs intelli-

gents car notre vision est de changer tous les anciens compteurs dans tous les ménages des trois îles pour se diriger vers ces compteurs sophistiqués », précise-t-il. Et d'ajouter : « Ce sont des choses nouvelles pour le comorien mais après il verra que tout ira bien ». Sur la manipulation de ces nouveaux compteurs, des agents de la société sont en formation continue. « Sur l'ensemble de la commande, nous avons 2 à 3% de compteurs qui sont défectueux », dit-il.

Pour rappel, malgré la dernière commande, des clients de la société attendent toujours leurs branchements, après avoir payé leur frais d'installation. Là encore, le principal fournisseur d'électricité se veut rassurant. « On continue d'enregist-



Sagaf Boy Moustoifa, chargé Com Sonelec.

rer des nouveaux abonnés pour leur faciliter la procédure. Ainsi, ils n'auront pas de problèmes après »,

explique le chargé de communication de la SONELEC.

Nassuf Ben Amad

### CONSULAT DE FRANCE À ANJOUAN

## Une réouverture à temps partiel jusqu'à juin

*Lors d'un point de presse tenu jeudi dernier au consulat de France à Mutsamudu, en présence du ministre des affaires étrangères, Dhoïhir Dhoulkamal et du gouverneur de l'île, Anissi Chamsidine, l'ambassadeur Sylvain Riquier a annoncé la réouverture partielle du consulat dès le mois prochain.*

Le calendrier de cette solution palliative qui coûte cher à l'Anjouanais demandeur d'un visa français est publié sur le site internet de l'ambassade « L'antenne consulaire d'Anjouan assure une permanence pour les demandes de visas, et une équipe consulaire qui maîtrise bien les pro-

cédures sera déplacée de Moroni pour épauler ceux d'Anjouan », assure Sylvain Riquier. L'antenne consulaire d'Anjouan assure une permanence pour les demandes de visas du jeudi 5 au vendredi 6 janvier 2023, de 9h00 à 15h00 sans rendez-vous, du lundi 13 au vendredi 17 février, du lundi 27 au vendredi 31 mars, du lundi 08 au vendredi 12 mai 2023, du lundi 19 au vendredi 23 juin 2023. « Nous allons selon le calendrier commencer à soulager les demandeurs du visa. Mais cela n'empêchera pas un anjouanais qui le souhaite, selon son agenda, de se rendre à Moroni demander le visa », poursuit-il.

A cette occasion, le gouverneur Anissi Chamsidine a remercié le

diplomate français en indiquant que « c'est une partie du long combat qui est gagnée et nous espérons plus encore pour l'intérêt de l'anjouanais ». Appuyé par le ministre des affaires étrangères qui plaide contre la lourdeur du processus de se déplacer vers Moroni pour demander un visa. « C'est un périple très coûteux qui assèche le portefeuille de l'anjouanais », dit-il mais reconnaît toutefois que des efforts sont fournis pour cette réouverture.

Pour rappel, un collectif des jeunes cadres, des associations ainsi que ressortissants français de l'île ont crié pendant de nombreuses semaines pour la réouverture du consulat pour faciliter les déplacements des anjouanais surtout pour



Ambassadeur de France à Anjouan.

### HABARI ZA UDUNGA

## Faire œuvre utile

Ye wu somo wayetche kafanya kosa !

*Avons-nous une façon à nous de penser les choses, de percevoir le monde, de sentir ce qui nous entoure, nous qui vivons dans les îles de la lune ? Ces questions nous nous les posons dans les moments de doute.*

Chaque fois que nous faisons face à un problème, les gens sont consternés par la démarche que nous adoptons pour le résoudre. Il nous faut faire des longs détours, faire des multiples allers et retours et voir à la fin s'il n'y a pas moyen de le contourner. Bref nous nous adonnons à toute une gesticulation intellectuelle avant de nous décider à aller au fond des choses. Ces derniers temps, une réflexion semble s'engager sur l'idée que nous avons des schémas d'organisation qui nous viennent de l'extérieur et que nous appliquons la plupart du temps les yeux fermés. N'était ni anthropologue, ni ethnologue et encore moins politologue, nous nous contentons de jouer les observateurs engagés si cher à Raymond Aron. Nous nous rendons de plus en plus compte le plus souvent que ces modes d'organisations venant de l'extérieur sont le plus souvent accompagnées de la carotte et du bâton.

La recevabilité des changements venant de l'extérieur ignore souvent le mode d'organisation traditionnel de nos sociétés qui recèlent des modes de gestion spécifiques qu'il convient de temps à autre de prendre en compte. Loin de nous l'idée de rejeter tout

modernisme, ce que nous déplorons, c'est la léthargie qui semble avoir gagné nos chercheurs et grands penseurs en sciences sociales. Et sur ce chapitre il convient de saluer le travail de Damir Ben Ali dans ce domaine. Mais l'on se rend compte que le chemin qu'il a essayé de baliser a été très peu suivi à ce jour par nos chercheurs locaux. Nous sommes en droit de nous interroger sur tout ce qui a été fait depuis l'indépendance.

Combien de constitutions avons-nous élaborées ? Combien d'accords sur nos désaccords avons-nous signés ? Combien d'engagements locaux et internationaux avons-nous souscrits ? Combien de discours de bonnes intentions avons-nous rédigés et prononcés ? Combien de serments sur le Saint Coran avons-nous prêtés ? Ce long catalogue nous montre à quel point le chemin à parcourir sera long et sinueux pour paraphraser un certain Mao Zedong.

Nous avons à combattre une maladie infantile qui fait croire qu'il y aura toujours un bon génie qui viendra nous sortir de notre trou. Il est temps de sortir des sentiers battus et de faire œuvre utile en prenant à bras le corps les problèmes concrets du pays. Pussions-nous avoir un peu de mauvaise conscience pour essayer de donner le meilleur de nous-mêmes aux îles de la lune ?

Mmagaza

## SANTÉ PUBLIQUE :

**Le CHN El-Maarouf se dote d'un centre d'imagerie médicale**

Le chef de l'Etat Azali Assoumani a inauguré samedi 07 janvier dernier en présence des autorités sanitaires et des partenaires, le premier centre d'imagerie médicale de l'Hôpital El-maarouf. Ce centre financé par l'Etat à hauteur de 1.500.000.000 de nos francs y compris les équipements du laboratoire, est constitué d'une salle d'accueil, de cinq services d'examen (échographie, endoscopie, mammographie, radiographie et scanner) dont plusieurs examens médicaux peuvent être accomplis. Les salles d'examen comportent des outils de diagnostic d'une technologie avancée pour une amélioration de la compréhension des maladies, tels que le scanner, les appareils de radiographie, l'endoscope gastrique, la mammographie et radio-

dentaire, moniteur fœtal l'échographie cardiaque, etc.

Dans son allocution, la ministre de la santé Loub Yakouti Attoumane a expliqué que cet événement marque un tournant décisif dans le progrès de la médecine moderne en Union des Comores. À cette occasion, elle a salué les efforts indéniables du chef de l'Etat, de l'ensemble du corps médical et paramédical. Pour elle, cette mobilisation est le signe de l'adhésion de la population à la politique de développement social menée par le Chef de l'Etat. « Je suis consciente de la longue attente dont la population et les professionnels de santé ont fait preuve avant d'avoir ce centre de diagnostic. Cette impatience est justifiée, mais il me plaît de rappeler que l'ouverture d'un centre d'imagerie médicale est

soumise à des normes strictes pour la protection du personnel, des malades et de l'environnement », souligne-t-elle.

De son côté, le patron du CHN El-maarouf a salué le leadership du chef de l'Etat et pour l'ouverture de ce centre. Il a rappelé le dévouement, l'investissement et le courage déployés lors de la crise covid et a salué parallèlement le personnel de santé. « Je tiens à réaffirmer que le patron à l'hôpital est le patient. En inaugurant ce centre d'imagerie, nous mettons en place des réformes », lance d'emblée Nicolas M'madi.

À son tour, le président Azali Assoumani estime que pour voir le pays devenir une économie émergente pour la concrétisation de cette vision d'émergence, il décidé de ren-

forcer la politique nationale de remise à niveau du système de santé. « Cette politique se traduit, aujourd'hui, par la construction en cours, de l'Hôpital de référence du pays, dont nous pouvons d'ailleurs, apercevoir d'ici, avec beaucoup de fierté, le chantier et l'évolution positive des travaux », dit-il, tout en souhaitant voir toutes les parties concernées se mobiliser, afin que ce centre d'imagerie bénéficie régulièrement de l'entretien nécessaire quotidien, de la protection et la maintenance de ses précieux équipements.

En procédant à une visite guidée, les responsables présentent les procédures en vue d'un éventuel examen médical, le Dr Antiki Abdou a précisé que trois groupes d'intervenants vont y travailler à savoir le service d'imagerie, le service gastro-entérologie et

cardiologie. « Sur la partie de l'imagerie, le centre va réaliser aussi bien les échographies obstétricales que les échographies générales notamment pelviennes, abdominales, doppler, etc. Nous aurons le scanner bien sophistiqué de la dernière génération de 64 barrettes, la salle de mammographie, etc. », souligne-t-il. Ce dernier rassure que le pays a un service de maintenance au sein de l'hôpital. « Nous avons un ingénieur biomédical et des techniciens qui vont assurer la maintenance », ajoute-t-il. Rien n'est encore ficelé au niveau des tarifs. Ce centre d'imagerie est une réponse immédiate pour soutenir ceux qui n'ont pas les moyens. Donc les tarifs seront réduits, jusqu'à 50% par rapport aux structures privées.

Andjouza Abouheir

## POUVOIR D'ACHAT

**Le gouvernement, sur le point de hausser les salaires**

*L'année semble s'annoncer sous les meilleurs auspices pour les agents de la fonction publique, après la décision du gouvernement de revoir à la hausse les salaires des agents de l'Etat. Une nouvelle confirmée par le directeur de la fonction publique, Omar Chayhane. Pour le syndicaliste Chabane Mohamed, la décision est salubre mais il attend sa mise en œuvre avant toute acclamation, regrettant au passage que la décision ait tardé à venir.*

Sous la pression inflationniste, le gouvernement finit par décider des augmentations de salaire du moins pour les employés de l'Etat. L'annonce faite mercredi dernier par le porte-parole du gouvernement dans son régulier compte-rendu d'après conseil des ministres, n'est pas passée inaperçu pour

les 14 000 agents de l'Etat. Houmed Msadie parle d'une augmentation de l'indice salarial qui passerait de 1600 à 1800. « C'est une première depuis 27 ans. Pour le budget de cette année, la masse salariale accroit à 2,5 milliards FC. Ce qui veut dire que les salaires des agents de l'Etat vont aussi augmenter », avait-il assuré.

Une nouvelle bien accueillie par plus d'un. A commencer par le directeur général de la fonction publique Omar Chayhane. « C'est une très bonne chose pour les agents de l'Etat. Depuis 1994, le point d'indice n'a pas bougé d'un iota jusqu'à ce 3 janvier où la décision de le réviser a été prise », a-t-il soutenu, précisant que cette décision a englobé plusieurs paramètres comme l'a bien dit le porte-parole de gouvernement.

« Le premier, elle a tenu comp-

te du niveau de vie dans le pays. Cette décision du gouvernement viendra donc alléger un peu la vie des employés de l'Etat. Il y a également les obligations qui font qu'il devait y avoir un assainissement du fichier des agents de la FOP. Ce sont des travaux qui ont été faits et qui continuent d'ailleurs de l'être », a-t-il poursuivi. Ce qui suivra cette annonce d'après M. Chayhane c'est le décret portant modification de l'échelonnement indiciaire.

« Encore une fois, c'est une très bonne décision qui tombe, au bon moment. Un bon début d'année », se réjouit-il. Et d'ajouter: « 200 point de hausse de salaire, est une première bien que cela fait plusieurs années qu'il y a eu un gel de l'indice salarial. Il faut quand même saluer la décision, mieux encore avec une hausse à 200 points ».

Pour le milieu syndical, c'est plutôt la prudence. « Comme il a été dit, c'est une annonce. Mais on doit attendre que cela se concrétise et que ça se voit sur nos bulletins de salaire de janvier notamment que la valeur indiciaire a bougé. Si cela se concrétise, il n'y a pas des raisons qu'on ne s'en félicite pas selon moi », a déclaré le syndicaliste Chabane Mohamed.

« Pourquoi ? Parce que même si la loi indique que cette valeur doit évoluer tous les 5 ans, malheureusement dans notre pays, il existe un très grand décalage entre le texte et son application. On a souvent cette fâcheuse habitude de mettre de côté le texte et s'accommoder du mieux qu'on peut. Et le jour où l'on jouit finalement de son droit, on le considère comme une faveur », a-t-il poursuivi.

Et d'ajouter: « Le porte-parole

du gouvernement fait savoir que cette décision va impacter la masse salariale. C'est normal qu'elle soit augmentée. Il ne faut pas oublier que le pouvoir d'achat des comoriens a baissé. Partout dans le monde les mesures prises pour lutter contre l'inflation sont parallèlement accompagnées par des augmentations de salaire. Il ne fallait pas s'étonner. » Et de conclure : « dès lors que cette revalorisation est prise en compte par la loi des finances de cette année, nous attendons donc qu'elle soit rapidement concrétisée. Elle ne pouvait pas attendre février ou mars alors qu'elle figure dans la loi des finances déjà adoptée par les parlementaires » pour l'exercice 2023.

Maoulida Mbaé

## AZALI À MOHÉLI

**"Mohéli a fait un grand pas grâce à la centrale photovoltaïque"**

*Le chef de l'Etat a présenté ses vœux du nouvel an 2023 à la population mohélienne. La cérémonie s'est déroulée à la salle multifonctionnelle de Fomboni en présence de plusieurs hautes personnalités du pays. Le gouverneur Mohamed Saïd Fazul, comme il le répète depuis son premier mandat appelle la population à l'unité pour le développement de l'île. Quant au président Azali Assoumani, l'inauguration de l'hôpital pôle mère-enfant mais surtout la centrale photovoltaïque de Ndrondroni constituent une avancée majeure dans la vie des mohéliens.*

Azali Assoumani accompagné de son gouvernement et des gouverneurs des 3 îles a présenté ses vœux de nouvel an. Il s'agit de la première visite du président à Mohéli pour cette année 2023. La cérémonie avait réuni des responsables de l'administration publique, du secteur privé, de la société civile, des autorités militaires et des notables.

Dans son allocution, le gouverneur Mohamed Saïd Fazul a souhaité ses meilleurs vœux au chef de l'Etat tout en lui souhaitant un très bon succès à la conquête de la présidence de l'Union Africaine avant de porter un message fort à la population de l'île. Le gouverneur appelle la population à rester unie pour l'unité et le développement du pays. « Si les autorités insulaires s'alignent du côté d'Azali Assoumani c'est

parce que nous sommes conscients qu'il est le seul capable de développer ce pays. Déjà on commence à sentir les résultats même si on ne développe pas un pays en quelques jours » soutient Mohamed Saïd Fazul.

Le président Azali, quant à lui, a fait un bref bilan de ses réalisations de 2022 sur le plan sanitaire avec l'inauguration de l'hôpital pôle mère-enfant, mais surtout du secteur énergétique. « L'île de Mohéli a fait un grand pas avec l'inauguration de la centrale photovoltaïque de Ndrondroni. D'ailleurs c'est à Mohéli que l'énergie électrique est opérationnelle 24h sur 24 contrairement à Ngazidja et à Ndzuani. Nous avons construit le pôle mère enfant pour éviter que les mamans meurent en voulant se rendre à



Les vœux du président Azali à Mohéli.

Mayotte pour des soins. Nous allons avoir des hôpitaux de référence dans les îles même si El Maarouf reste l'hôpital de référence nationale » précise-t-il avant de souhaiter une

nouvelle fois à la population comorienne une année de prospérité et de développement.

Riwad

## 99% d'objectifs atteints en trois ans

**Lancé en juin 2020 pour porter main forte aux ménages sinistrés du cyclone Kenneth, le Projet de Filets sociaux et de Sécurité mis en place par le Gouvernement a contribué au relèvement de 10.290 ménages. Le projet note 10.187 sous-projets mis en œuvre dont environ 30% ont développé d'autres activités génératrices d'emploi. Notamment appelé projet Mayedelenyo, il a pour visée d'appuyer ces ménages bénéficiaires sur l'ensemble du territoire dans le domaine des activités d'insertion socio-économique, presque à sa fin, le résultat est satisfaisant puisque 99% des objectifs sont atteints.**

Démarré en juin 2020, le Projet de Filets Sociaux de Sécurité a été mis en place par l'Union des Comores avec l'appui financier de la Banque mondiale après le passage du cyclone Kenneth qui a frappé le pays dans la nuit du 24 au 25 avril 2019, et a engendré plusieurs dégâts matériels et humains sur l'ensemble du territoire pour une durée de trois ans. À 6 mois de son démarrage, le projet a pris en compte la crise sanitaire engendrée par la pandémie de la Covid-19, suite à laquelle, il a été chargé en 2021, d'accompagner les ménages vulnérables touchés par les effets néfastes liés à cette pandémie. Comme pour souligner un véritable satisfecit d'un objectif globalement atteint en deux ans sur le terrain, il a réussi à toucher 10.290 ménages sur l'ensemble du pays, dans le domaine des activités d'insertion socio-économique, avec 5.700 à Ngazidja soit 83 villages, 3.300 à Ndzuwani soit 22 villages et 1.276 à Mwali soit 13 villages et 21 556 ménages pour le programme de transfert monétaire non conditionnel.

Les objectifs des activités de relèvement consistaient entre autres à apporter des subventions financières à ces 10.290 ménages vulnérables bénéficiaires sélectionnés dans les villages affectés par le cyclone Kenneth sur les trois îles. Elles sont également soutenues par un ensemble de mesures d'accompagnement et d'un encadrement continu permettant de renforcer leurs capacités et les maintenir dans des programmes de développement. Le paiement des fonds est versé en trois tranches dont une première était pour l'acquisition des documents administratifs et l'ouverture d'un compte dans les SANDUK.

Chaque ménage a reçu au total une somme de 315.000 francs comoriens soit 10290 dont 10.187 ont mis en œuvre des sous projets générateurs de revenus dont environ 30% ont développé d'autres activités en complément des activités initiales. Les 103 restants sont des inaptes (personnes âgées, personnes en situation de handicap). Aujourd'hui, les 10.187 bénéficiaires ont lancé leurs activités et ont généré des petites entreprises communautaires (culture maraichère, de rente, vivrière, élevage de caprins, bovins et ovins...etc.). « Nos activités sont visibles et

l'impact est considérable », a déclaré Mr Ibrahim Ahamada, le Coordinateur national du PFSS. Et d'ajouter : « À titre d'exemple, des bénéficiaires ayant reçu trois ou quatre cabris se trouvent aujourd'hui, avec six à neuf cabris. D'autres qui ont reçu des vaches, sont dans les activités laitières ».

Du côté de la réhabilitation et reconstruction des infrastructures de base (IDB), le projet note une réhabilitation des petites infrastructures communautaires endommagées par le cyclone Kenneth. Les travaux réalisés sont des salles de classes, des citernes communautaires, des caniveaux et des pistes d'accès aux villages. Sur 88 sous-projets, 83 sont achevés et réceptionnés. Il reste six seulement non achevés dont 5 seront réceptionnés au début du mois et 1 à la fin du mois de janvier 2023. Cela correspond à 142 salles de classe, 28 citernes communautaires, 36 réservoirs d'écoles et 16 pistes.

« Parallèlement aussi, on note des activités engagées connues sous l'appellation « Argent contre travail ». Ce sont également des activités de réhabilitation qui se font par les communautés elles-mêmes et non par des entreprises et qui nécessitent de la main d'œuvre locale. On sélectionne par exemple 50 personnes, hommes et femmes, n'ayant pas bénéficié des activités de relèvement socio-économique, après identification du sous projet à réaliser, ils exercent le travail dans leur village et sont rémunérés. Et tout cela se fait à travers le système de la microfinance », souligne-t-il. Comme principes généreux, la rémunération des travailleurs bénéficiaires dans le cadre des transferts liés aux activités « argent contre travail » soit des travaux à court terme réalisables pendant 30 jours ouvrables à raisons de 5 jours par semaine et 5 heures de temps par jours. Sur 105 activités, le PFS a réceptionné 100 sous projets dont 4879 en sont bénéficiaires soit un montant de 365.935.000 de nos francs.

Cette mission assignée par le gouvernement et la Banque mondiale est en grande partie accomplie. En effet, la somme allouée au projet est à 100% décaissée, 92 % de réalisation financière et 93% d'exécution physique.

Et comme tout projet, il y a eu énormément des défis et des difficultés. « Sur le terrain, rien n'était facile mais les agents ont mis les bouchées doubles pour rendre ce relèvement possible. Nous avons fait face à des personnes qui n'avaient pas d'extraits de naissance, il fallait les accompagner à s'identifier, à ouvrir des comptes bancaires et aujourd'hui elles ont pu développer des petites entreprises locales que ce soit dans l'élevage, maraîchage ou autres. Certains personnes ne croyaient pas au démarrage du projet et ne se sont pas fait enregistrés. Ainsi, nous appelons les comoriens à sensibiliser les nécessiteux, afin qu'ils puissent être les bénéficiaires des futures projets », poursuit-il.



Mr Ibrahim Ahamada, le Coordinateur national du PFSS.

En marge du projet, des formations ont été organisées, des mesures d'accompagnement visant à faire comprendre aux bénéficiaires qu'il faut participer au développement du pays et au bien-être de leurs familles en leur inculquant les connaissances sur des thématiques diverses et utiles et leur assurant le transfert des compétences dans le domaine du développement et du bien-être de la famille, et pour réussir ce challenge, 388 mères et pères leaders ont été mis en place et formés. Selon lui, la vision du chef de l'Etat Azali Assoumani de faire « des Comores un pays émergent à l'horizon 2030 » n'est pas un vain mot. Cela doit être une réalité, mais tout le monde doit y participer pour atteindre cet objectif, d'où notre implication.

« Nous arrivons à la fin du projet, nous estimons atteindre les objectifs et pour le futur nous allons beaucoup miser sur la communication. Le projet va se poursuivre dans la mesure où le pays aurait besoin de poursuivre les activités engagées, connaissant notre situation géostratégique et géographique de petit Etat insulaire en développement », précise-t-il. Et de continuer : « Notons que le gouvernement vient de signer un accord de financement sous forme de Don avec la Banque mondiale, afin de financer un autre projet similaire et sera lancé dans les mois à venir ».

Rappelons que c'est à la demande du gouvernement de l'Union des Comores, que la Banque Mondiale a accordé un financement additionnel de 18 millions USD pour couvrir le déficit de financement relatif à la mise en œuvre des deux activités : des subventions de redressement socio-économique pour aider les ménages touchés par le cyclone Kenneth, la réhabilitation, reconstruction de petites infrastructures dans les communautés affectées, l'administration et le suivi de ces activités.

## RELIGION

# Le Coran, une passion pour Dr Faysoil Bakar

**Du 1er au 5 janvier s'est tenue à Tripoli en Libye, la première conférence Internationale des Lectures Coraniques. Une conférence qui a réuni une quarantaine de chercheurs venus des quatre coins du monde. Le thème choisi pour cette première a été "La lecture d'Al-Imam Nafi Al Madani : son origine et sa base". Les Comores étaient représentées par le chercheur Faysoil Bakar Ahamada natif de la localité de Ndroude ya Mbwanou.**

**N**é et mort (70-169 A.H) à Médine à l'âge de 106 ans, Al-Imam Nafi est l'un des précurseurs des 10 méthodes de lectures (Qiraât) du noble Coran. De part ses deux plus grands disciples Abu Musa Isa Az-Zarqa (Qalun) et Abu Saïd Uthman Ibn Saïd Al-Qutbi (Warch), les enseignements d'Al-Imam Nafi se sont perpétués jusqu'à nos jours. C'est donc sur les études de ce grand érudit que les travaux du chercheur comorien Faysoil Bakar Ahamada se sont

concentrées, chose qui lui a permis d'être sélectionné pour faire parti des 40 chercheurs qui ont exposé leurs recherches pour cette première grande conférence consacrée à l'étude de la lecture du Coran.

Formé à l'école syrienne, après un baccalauréat littéraire à Damas en 2001, il poursuivi ses études jusqu'à l'obtention d'un doctorat en sciences de l'éducation en 2014 « le curricula et méthodes d'enseignements » à l'université de Damas avec la mention honorable. Durant les cinq premières années à l'université, il est toujours sorti major de la promotion en obtenant le lauréat d'excellence. Concomitamment à ses études classiques, il a obtenu un IJAZA dans les dix lectures coraniques en 2005. Cet amour du livre saint l'a amené à suivre des études académiques sur le domaine et en 2015 il a obtenu un Master2 sur le Qiraât, étude du Coran à la World Islamic Science and Education Université de Amman en Jordanie.

Depuis 2016, il est enseignant

chercheur à l'Université des Comores, à la faculté Imam Chafioun. En plus de ses nombreuses charges au pays, il est depuis 2018 enseignant chercheur à l'Islamic University of Minnesota basée en Turquie. En 2017, il a fait partie de la commission scientifique chargée du projet de Master, métiers de l'enseignement de l'éducation et de la formation à l'université des Comores. Chercheur confirmé, il a entre autres publié des études sur l'auto-efficacité en lecture de français (n°1143/2013s) et une autre sur la connaissance metacognitive (137/2013s) des stratégies de lecture et sa compréhension déductive pour les élèves de seconde des lycées de Damas. Des études validées par l'Association of Arab Universities Journal for Education and Psychology.

Peu récitée aux Comores, la lecture d'Al-Imam Nafi " c'est la lecture de Medine et la première parmi les 10 lectures Coranique" nous a-t-il confié. Rien que pour cette spécificité, la lecture d'Al-Imam Nafi



Dr Faysoil Bakar.

occupe une place importante dans les recherches du jeune docteur. Aux Comores, on lit le Coran suivant la récitation d'Al-Imam Hafis, disciple de l'Imam Aasim Ibn Abi al-Najud. Faut-il noter que la

majeure partie des différences des 10 lectures, résident plus dans l'orthographe que sur la signification des versets.

AS Badraoui

## RÉCITATION DU SAINT CORAN

# La Fondation Mohammed VI des Ouléma Africains organise la 4e édition

**Un concours de mémorisation du Saint Coran aura lieu à Moroni le 28 janvier prochain. Il s'agit de la 4e édition organisée par la Fondation Mohammed VI des Oulema Africains, branche des Comores, qui l'a annoncé samedi dernier lors d'un point de presse. Les trois premiers lauréats vont représenter les Comores au grand concours qui va rassembler les 35 pays membres de la fondation au mois de ramadan prochain.**

**S**amedi dernier, la Fondation Mohammed VI des Oulema Africains, branche des Comores, a informé le public et les amoureux du Coran, au cours d'un point de presse, qu'un concours de mémorisation du Coran aura lieu à Moroni le 28 janvier prochain. Il s'agit de la 4e édition de cette compétition et le Dr Bourdaine Bacha, secrétaire général de la Fondation

en poste à Moroni a saisi cette opportunité pour interpeler tous les directeurs des centres de mémorisation du Saint Coran existant en Union des Comores à venir inscrire leurs fils et filles souhaitant postuler.

Ce concours est classé en trois catégories. Il s'agit pour la 1ère catégorie, de la mémorisation intégrale du Coran avec récitation selon la méthode Warsh de Nafi. La deuxième est la mémorisation de tout le Coran avec récitation dans l'un des autres récits connus dans le monde des lecteurs. Quant à la troisième, le candidat doit mémoriser cinq chapitres (Djuzo) avec au moins une intonation. Ici, il y a une seule condition, le candidat ne doit pas dépasser quinze ans. « Les trois premiers dans tout et chacune des trois catégories vont représenter le pays dans un grand concours qui va rassembler les 35 pays d'Afrique membres de la Fondation au mois

de Ramadan prochain. Ce pays n'est pas encore connu puisque c'est le bureau général dont le siège est à Rabat qui décide », avance-t-il.

Pour rappel, l'année dernière ce même concours a eu lieu à Dar es Salam (Tanzanie) après Dakar au Sénégal en 2020. « La finale de cette 4e édition est prévue d'avoir

lieu durant le mois de Ramadan de cette année, au cours de laquelle la Fondation va attribuer des prix précieux et des récompenses », annonce le secrétaire de la fondation. Au cours de cette rencontre avec la presse, il a été annoncé la nomination d'un nouveau responsable du bureau de la fondation aux Comores

en la personne de Abdouhakim Mohamed Chakour qui remplace désormais Yahaya Mohamed Illiassa qui est le nouvel ambassadeur des Comores à Rabat.

Ibnou M. Abdou



Le bureau de La Fondation Mohamed VI des ulema à Moroni devant la presse.



## CELLULE D'APPUI MUTUALISÉ AVIS DE MARCHÉ

**NATURE DU MARCHÉ :** marché public de services.

**POUVOIR ADJUDICATEUR :** EXPERTISE FRANCE S.A.S.

**OBJET DU MARCHÉ :** Service de location de véhicule avec chauffeur

**LIEU D'EXECUTION :** Union des Comores

**FINANCEMENT :** Groupe AFD

**CONDITIONS DE PARTICIPATION :** toute société ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

**CAPACITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES :** L'autorité contractante n'impose pas aux candidats de niveaux minimaux de capacité.

**CRITERES D'ATTRIBUTION :**  
Sélection fondée sur la Qualité et le Coût : 30% pour le prix des prestations et 70% pour la valeur technique de l'offre.

**PROCEDURE**  
Procédure adaptée ouverte.

**CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est gratuit et peut être obtenu en envoyant une demande à [Log.comores@expertisefrance.fr](mailto:Log.comores@expertisefrance.fr).

**RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée par mail à [Log.comores@expertisefrance.fr](mailto:Log.comores@expertisefrance.fr) au plus tard **5 jours** ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au **03/02/2023 à 17H (Heure de Moroni)**.

**PROCEDURES DE RECOURS**

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ;

e-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail :

[greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)



## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement  
\*\*\*\*\*



### MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

#### PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

##### TERMES DE REFERENCE

#### POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP) D'ACCES A L'ENERGY SOLAIRE AUX COMORES AU NIVEAU DU MINISTERE CHARGE DE L'ENERGIE DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour unité de coordination de projet, un Consultant spécialiste en Passation des marchés.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en envoyant une demande à l'adresse mail suivants : najdas@yahoo.com Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

**Date de publication : 22 décembre 2022**  
**Date limite de dépôt des candidatures : 12 janvier 2023 à 12h30mn**

##### 1. PROFIL REQUIS

Le Spécialiste en Passation de Marchés de l'UCP devra :

(a) Avoir un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration, Passation des marchés, Droit, Finances, Commerce, Gestion, Économie ou domaines connexes (minimum Bac + 3);

(b) Disposer d'une excellente connaissance de la passation des marchés en général, et des procédures de passation des marchés des Banques multilatérales de développement : Banque mondiale (BM) ou des institutions

internationales comme la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne, les organisations des Nations Unies, etc. ;

(c) Disposer d'une expérience professionnelle de cinq (5) ans minimum dont trois (3) ans au moins à un poste de passation des marchés dans le secteur public ou privé L'expérience dans un projet sur financement d'un Bailleur de fonds extérieur notamment des Banques multilatérales, en particulier de la Banque mondiale est un atout ;

(d) Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation des marchés;

(e) Avoir une maîtrise du français, la connaissance de l'anglais est souhaitée ;

(f) Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;

(g) Avoir une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

**Les candidatures féminines sont fortement encouragées.**

##### Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,

- Le sens de la rigueur et de l'organisation ;

- Etre honnête et intègre ;

- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

##### Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers multi et bilatéraux (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc).

##### 2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives. Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

##### 3. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

##### Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

##### 4. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures

- Un curriculum-vitae actualisé;  
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;  
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;  
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

##### 1. CONDITIONS D'EMPLOI

• Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.



## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement  
\*\*\*\*\*



### MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

#### PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

##### TERMES DE REFERENCE

#### POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIERE DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP) D'ACCES A L'ENERGY SOLAIRE AUX COMORES AU NIVEAU DU MINISTERE CHARGE DE L'ENERGIE DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour **unité de coordination de projet, responsable administratif et financier** ;

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en envoyant une demande à l'adresse mail suivants : najdas@yahoo.com Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Adresse : Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures, Mdé Ex-CEFADER Immeuble de la Direction de l'Environnement et des Forêt

**Date de publication : 22 décembre 2022**  
**Date limite de dépôt des candidatures : 12 janvier 2023 à 12h30mn**

##### 1. PROFIL REQUIS

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

• Titulaire d'un diplôme de MASTER 2 en finances et comptabilité  
• Au minimum cinq (5) ans d'expériences

professionnelles réussies et récentes dans un poste similaire ;

• Expériences d'au moins 2 ans dans les projets financés par les Bailleurs de fonds ;

• Maîtrise du système OHADA

• Maîtrise des outils informatiques (Office Windows), logiciel de comptabilité ;

• Bonne capacité d'organisation et de leadership ;

• Prêt à effectuer des déplacements fréquents ;

• Avoir une maîtrise de la langue française (orale et écrite), qui est la langue officielle de travail ;

• Etre honnête et intègre

• La connaissance de l'anglais est un atout

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

Les candidatures féminines remplissant les conditions énoncées sont vivement encouragées.

##### Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,

- Le sens de la rigueur et d'organisation ;

- Etre honnête et intègre ;

- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

##### Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers multi et bilatéraux (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc).

##### 2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives.

##### 3. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

##### Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

##### 4. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures

- Un curriculum-vitae actualisé;

- Des copies certifiées conformes à l'original

des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;

- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

##### 5. CONDITIONS D'EMPLOI

• Le Responsable Administratif et Financier de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• Le RAF de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.